



DECLARATION COMMUNE

Les parcs agro-industriels ne sont pas la solution pour lutter contre la faim et la pauvreté des populations rurales en RDC.

La banque mondiale doit abandonner son approche de l'agriculture

Les paysan-ne-s cultivent 80% des terres agricoles et produisent 80% de la nourriture consommée dans les pays en développement.¹ « Ils sont et resteront donc des garants essentiels de la sécurité et de la souveraineté alimentaire des pays, et les principaux investisseurs et employeurs du secteur agricole. Par conséquent, c'est leur capacité à investir et à développer la terre, et non celle des grandes entreprises qui doit être renforcée. La capacité d'investissement des producteurs est cependant entravée par la violation de leur droit à la terre et le manque de soutien de la part des gouvernements. Les moyens de subsistance des paysan-ne-s sont particulièrement menacés par le phénomène actuel d'accaparement des terres que la Banque Mondiale ne cesse d'alimenter et de son plaidoyer en faveur des réformes foncières et de l'ouverture des secteurs agricole aux investissements directs étrangers (IDE) ».²

Nous affirmons que l'agriculture fournit 97% des revenus des ruraux congolais et que, en moyenne, les agriculteurs dépendent du marché pour plus de 42% de leurs besoins alimentaires. Les agriculteurs dépendent de leur propre production pour environ la moitié de leur consommation alimentaire et la grande majorité d'entre eux tirent leurs revenus de la vente de leurs cultures.³ Les agriculteurs dits de subsistance *vendent* donc leurs cultures, ce qui leur fournit les revenus nécessaires pour acheter d'autre nourriture et couvrir d'autres dépenses.⁴ La Banque Mondiale ne reconnaît pas cette exigence de base et continue de favoriser sans discernement les IDE dans le secteur agricole et d'imposer un modèle de développement uniforme, où le business règne en maître. Cela met gravement en danger la sécurité et la souveraineté alimentaire des pays en développement.⁵

Nous demandons que la Banque Mondiale et la Banque africaine de développement soutiennent en priorité l'agriculture familiale et le désenclavement des zones rurales pour l'évacuation aisée des produits agricoles. La débâcle du parc agro industriel de Bukanga Lonzo⁶ est une preuve de la déficience de l'approche de l'agriculture soutenue par la Banque Mondiale en République Démocratique du Congo.

La fausse bonne solution des parcs agro-industriels doit s'arrêter.

¹ FIDA. Proceedings of the Governing Council High-Level Panel and Side Events, 2010, "From summit resolutions to farmers' fields: Climate change, food security and smallholder agriculture." http://www.ifad.org/events/gc/33/panels/proceedings_web.pdf.

² Our land Our business, *Déclaration commune*, Oakland, avril 2018

³ PAM. Analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA). République démocratique du Congo. 2014. P 37. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/CFSVA%20for%20DRC_WFP_IFPRI_FR_Final_Released_VF_12062014_light.pdf dans Oakland Institute, Op.cit., p.16

⁴ Oakland Institute, Op.cit., p.16

⁵ Our land Our business, *Déclaration commune*, Oakland, avril 2018

⁶ Oakland Institute, Op. Cit.,

LE GOUVERNEMENT DE LA RDC DOIT APPLIQUER SOUVERAINEMENT SA NOTE DE POLITIQUE AGRICOLE

La Banque Mondiale et la Banque Africaine de développement sont des partenaires techniques et financiers du gouvernement. En tant que tels, elles ne peuvent nullement prendre la place du gouvernement en l'orientant vers des approches non respectueuses de sa propre politique et des droits humains des populations congolaises. Leurs rôles respectifs dans la désorientation de la politique agricole et de développement rural à l'opposé de la Note de politique agricole et de développement rural les ont détournés de leurs propres politiques.

Au regard de la débâcle du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo telle que présentée dans le rapport de l'Oakland Institute, le gouvernement de la RDC doit s'armer du courage. Qu'il refuse de se soumettre au dictat de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de développement car il est très étonnant que la priorité donnée à la création de parcs agro-industriels ignore complètement la propre politique agricole du gouvernement et va à l'encontre de ce que préconisent les organisations paysannes et les experts agricoles.

Nous demandons au gouvernement de revenir à l'esprit de sa Note de politique agricole et de développement rural de 2009, notamment à ses objectifs clés de :

- Améliorer l'accès au marché et la valeur ajoutée de la production agricole ;
- Améliorer la productivité du secteur agricole (production alimentaire, horticulture, légumes, poisson et bétail) ;
- Promouvoir des systèmes financiers décentralisés adaptés aux activités du secteur agricole ;
- Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des institutions publiques et privées qui soutiennent la production ;
- Soutenir l'organisation du monde rural en structures autogérées ;
- Soutenir la promotion de technologies appropriées pour réduire les difficultés et augmenter les revenus des familles rurales ;
- Améliorer l'accès aux services sociaux de base (eau potable, santé, etc.) ;
- Améliorer les infrastructures socio-économiques de base.

Il n'est plus question pour le gouvernement d'investir dans l'agriculture à travers la création des parcs agro-industriels ou des structures similaires qui s'accaparent des terres coutumières, occasionnent des pertes énormes d'argent public, limitent ses capacités à poursuivre ses propres politiques et objectifs alimentaires, et vont permettre aux entreprises de jouir encore plus des terres et ressources naturelles du pays, réduisant la protection des travailleurs agricoles qui souffrent déjà du grand déficit d'emplois décents dans leur secteur.

Le gouvernement doit investir dans une agriculture qui assure la sécurité et la souveraineté alimentaire, le développement juste et équitable en fournissant un soutien approprié à l'agriculture familiale. Cela commence par la garantie des droits à la terre des paysans, en s'assurant que leurs ressources ne soient pas accaparées par des investisseurs étrangers. Ces ressources ne seront pas protégées par des titres fonciers mais par une sécurisation foncière des terres collectives et des exploitations agricoles.

L'investissement dans l'agriculture n'est pas une mauvaise chose en soi. Il doit s'aligner dans la logique d'une politique nationale dont l'esprit et la lettre sont contenus dans la loi agricole. Ce qui n'est pas le cas pour la RDC. Le code agricole de la RDC est impossible à mettre en œuvre faute de mesures d'application. Cela trahit l'incohérence de vue entre l'approche de l'agriculture de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de développement et du gouvernement congolais. Les deux Banques doivent appuyer en priorité l'élaboration

de la politique agricole nationale prenant en compte la décentralisation du pays. L'appui à la création des parcs agro industriels en dehors d'une politique nationale cohérente n'est pas acceptable.

La poursuite de la création des parcs agro industriels par le gouvernement de la RDC va procéder à l'ouverture des forêts à une exploitation industrielle intensifiée et à négliger ses accords internationaux, y compris ceux pris dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) où l'agriculture est l'un des piliers stratégiques pour la REDD+ en RDC.⁷

Le gouvernement doit changer sa stratégie. Sa priorité doit être la production de la politique agricole ainsi que la loi et ses mesures d'application respectant les droits fonciers des communautés locales et des peuples autochtones de la RDC, dont le but est de permettre effectivement au pays de mettre un terme à la faim et à la pauvreté.

Stoppons l'accaparement des terres : la Banque Mondiale doit cesser de favoriser la vente des terres en RDC

Le Groupe de la Banque Mondiale est le promoteur et financeur des grands investissements agricoles. Il promeut un modèle de développement permettant l'extraction – non respectueuse des droits humains – des richesses naturelles et du capital humain des pays en développement. Ce modèle privilégiant la privatisation du foncier rural favorise la concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains des millionnaires étrangers et d'une élite nationale ayant des entreprises partenaires des nantis du monde.

Il est regrettable que, depuis 2002, la Banque Mondiale ait articulé et soutenu ce modèle de développement qui pousse à l'amélioration du « climat des affaires » par l'application des principes néolibéraux. Le passage obligé – en premier lieu pour la Banque – est la modification des lois nationales relatives au foncier et la baisse des impôts des entreprises ainsi que la privatisation. Par ce fait, la Banque Mondiale est à la base de la dépossession des terres coutumières au profit des entreprises étrangères. Elle manifeste sa puissance par la manipulation du pouvoir public au moyen d'importants flux financiers qu'elle libère. Les politiques nationales sont modifiées sans considération des droits humains des populations rurales pauvres. Le but est bien clair : ouvrir davantage les secteurs agricoles aux investisseurs étrangers.⁸

Bien que la rhétorique de la Banque favorable aux petits paysans soit appréciable, les principes néolibéraux de la Banque Mondiale vont dans le sens opposé. Ils promeuvent – entre autres – la libre circulation des semences commerciales, engrais chimiques, et l'accès à des « titres de propriété formels » au moyen de réformes foncières⁹ ou en réduisant les procédures administratives, ou encore en supprimant les régulations environnementales et sociales ainsi que les taxes sur les exportations. Procéder de cette manière positionne la Banque Mondiale comme complice de l'abandon des petits paysans à leur triste sort.

Avec le modèle de parc agro-industriel, la Banque Mondiale encourage explicitement la RDC à donner la priorité à l'agriculture industrielle en affirmant que « se focaliser sur les grandes exploitations commerciales présente l'avantage de traiter simultanément de nombreuses contraintes afin de promouvoir une croissance plus rapide dans un environnement difficile

⁷ La Stratégie-Cadre nationale REDD de la REDD, version 3, Kinshasa, 2012, pp.43-48

⁸ *Our land Our business, Déclaration commune, Oakland, avril 2018, p.2*

⁹ National Investment Commission, *The Investors' Guide to Liberia*, 2011, http://www.nic.gov.lr/public/download/Liberia_Investors_Guide_2011.pdf.

N°	NOMS, POST-NOMS	ORGANISATION	SIGNATURE
01.	JATY ILUNGA	GTF	
02.	NENE MAINZANA	RCEP	
03.	IREOL BONATENBO	CTIDD/ONG	
04.	Aimé Macombi	CEJRE	
05.	EYERE APER	CFLEDD'	
06.	Guy Kajemba	CNQTCEP	
07.	Maxie Thérèse OKENGE	EDD	
08.	Gonstane TEKITIL	FPAE	
09.	Bethile TEKITILA	ACHULNM	
10.	MONIREH Proucchia	ANAPAC - RDC	

- 11. Adelin Batutaminako CAGPT
- 12. GUYLAINE BOLIMO CN-RRN
- 13. EMANUEL KOKOLO CONAPAC
- 14. BONDO Setye RENOI-RSC
- 15. JOHN BENANI REPEQ
- 16. JEAN RENE-NZAPE AJAC
- 17. Patrick SAIDI HEMEDI DGPA
- 18. Aimé BAKILA JADI
- 19. Pasteur Matthieu YELA Banketo CEDEN